

Perpignan, le 2 juin 2025

ARRÊTÉ n° PREF/DCL/BCLUE/2025 153 - 0001

diminuant les capacités de stockage d'alcool sur l'installation sise 6 avenue du Languedoc sur la commune de Saint-Féliu-d'Avall exploitée par l'union de coopératives agricoles GRAP'SUD

Le Préfet des Pyrénées-Orientales,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du mérite,

Vu le Code de l'environnement ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret présidentiel du 13 juillet 2023 portant nomination de Monsieur Thierry BONNIER en qualité de Préfet des Pyrénées-Orientales ;

Vu l'arrêté préfectoral n° PREF/SCPPAT/2024 298-0002 du 24 octobre 2024 portant délégation de signature à Monsieur Bruno BERTHET, Sous-Préfet, Secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales ;

Vu l'arrêté ministériel du 04/10/2010 relatif au relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral n°4253 du 09 juillet 1974 autorisant la Coopérative ROUSSILLON ALIMENTAIRE LA CATALANE à exploiter une distillerie agricole ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 3994/07 du 12 novembre 2007 abrogeant les prescriptions antérieures et fixant les prescriptions applicables à la coopérative Roussillon Alimentaire La Catalane pour l'exploitation d'une distillerie sur le territoire de la commune de Saint-Féliu-d'Avall ;

Vu le récépissé de changement d'exploitant n°517/11 du 06/10/2011 délivré à l'Union de Coopératives Agricoles GRAP'SUD pour la reprise de la distillerie de Saint-Féliu-d'Avall ;

Vu les arrêtés préfectoraux complémentaires n°2011 112-0008 du 22/04/2011, n°2015 316-0003 du 12/11/2015, n°2022 312-0001 du 08/11/2022, n°2022 326-0001 du 22/11/2022 et n° 2025 139-0004 du 19/05/2025 modifiant l'arrêté complémentaire n°3994/07 du 12 novembre 2007 ;

Vu la transmission par voie dématérialisée du 12/05/2025 de la société GRAP'SUD concernant une demande de diminution des capacités de stockage d'alcool :

Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté porté le 20/05/2025 à la connaissance de l'exploitant ;

Vu l'absence d'observation de l'exploitant sur ce projet confirmé par courriel du 20/05/2025 ;

CONSIDÉRANT que la nature et l'ampleur des modifications ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32, ni la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

SUR proposition du Secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales,

ARRÊTE

ARTICLE 1- OBJET DE L'ARRÊTÉ

Le présent arrêté a pour objet de prendre en compte la demande de diminution des capacités de stockage d'alcool présent sur l'installation exploitée par l'union de coopérative Agricoles GRAP'SUD dont le siège social est situé 30360 CRUVIERS-LASCOURS, situées 6 avenue du Languedoc 66170 Saint-Félicien-d'Avall, et de modifier en conséquence certaines prescriptions de l'autorisation d'exploiter.

ARTICLE 2-

L'article 1.2.1 « Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées » de l'arrêté du 12/11/2007 susvisé, est modifié comme suit :

Dans le tableau listant les rubriques ICPE, l'intitulé de la rubrique, les éléments caractéristiques et le régime pour la rubrique 4755 sont modifiés et remplacés par les dispositions suivantes :

Rubrique ICPE	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	Régime
4755-2b	Alcools de bouche d'origine agricole et leurs constituants (distillats, infusions, alcool éthylique d'origine agricole, extraits et arômes) présentant des propriétés équivalentes aux substances classées dans les catégories 2 ou 3 des liquides inflammables : La quantité susceptible d'être présente étant inférieure à 5 000 t et lorsque le titre alcoométrique volumique est supérieur à 40%, la quantité susceptible d'être présente étant inférieure à 500 m ³ .	<u>Cave d'alcool à 92° :</u> 5 cuves de 500hl soit 250 m³ <u>Atelier 1 :</u> - 10 GRV pleins et vides de 1 m ³ - 12 fûts de 0,5 m ³ soit 16 m³ <u>Atelier 2 :</u> - 25 GRV pleins et vides de 1 m ³ , - 50 bidons de 20 litres, soit 26 m³ Quantité totale = 292 m³	D

D (déclaration)

ARTICLE 3-

À la fin de l'article 1.6.6 « Cessation d'activité » de l'arrêté du 12/11/2007 susvisé, est ajouté l'alinéa suivant.

« Les dispositions prévues aux articles, R.512-39-1 à R.512-39-5 du Code de l'environnement concernant les installations autorisées restent applicables à l'installation malgré le changement de régime de l'installation d'autorisation à enregistrement. »

ARTICLE 4-

À l'article 7.6.6 « Stockage sur les lieux d'emploi » de l'arrêté du 12/11/2007 susvisé, est ajouté l'alinéa suivant :

Les 8 réservoirs de 500 hl non utilisés présent dans la cave alcool, sont inertes et condamnés afin que toute réutilisation soit impossible. L'exploitant doit tenir à disposition de l'inspection les justificatifs de l'inertage des cuves. Les 5 réservoirs utilisés sont identifiés.

ARTICLE 5-

L'article 7.6.7 « Transports – chargements - déchargements » de l'arrêté du 12/11/2007 susvisé, est modifié comme suit :

L'alinéa « Ce dispositif de surveillance est pourvu d'une alarme de niveau haut » est supprimé et remplacé par l'alinéa suivant :

« Les opérations de transfert d'alcools sont réalisées en présence permanente d'un opérateur GRAP'SUD permettant de stopper ces opérations au moindre début de débordement et/ou alarme alcools du système de détection alcools. L'exploitant rédige une consigne précisant les modalités de chargement / déchargement d'alcool. »

ARTICLE 6-

L'article 7.7.4 « Ressource en eau et mousse » de l'arrêté du 12/11/2007 susvisé, est remplacé par les dispositions suivantes :

L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- une 1^{re} réserve d'eau incendie de 300 m³ à proximité des bureaux ;
- une 2^e réserve d'eau incendie de 300 m³ à proximité de la plateforme de compostage ;
- chaque réserve d'eau incendie est associée à une aire d'aspiration permettant la mise en station des engins du SDIS. Ces aires d'aspiration doivent être signalées ;
- une réserve d'émulseur de capacité minimale 3 500 litres adaptés aux produits présents sur le site (feux de liquides polaires) associée à une installation de prémélange. La qualité et date de péremption des émulseurs sont indiquées sur les réservoirs les contenant. Les réservoirs doivent avoir une capacité minimum de 1 000 litres, ils sont facilement réalimentables et leur point de vidange équipé d'un piquage muni d'un raccord normalisé "pompier". Ils doivent être judicieusement répartis par rapport aux zones de risques ;
- d'appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux ...) d'un réseau privé implantés de telle sorte que tout point de la limite des zones à risques se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil, alimentés depuis la 1^{re} réserve d'eau incendie de 300 m³ par des surpresseurs permettant de délivrer un débit total de 120 m³/h et un débit minimal de 60 m³/h par appareil. Les appareils d'incendie sont munis de raccords normalisés et adaptés

aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours. L'exploitant est en mesure de justifier la disponibilité effective des débits d'eau ;

- de matériels à incendie (lances, longueurs de tuyaux) adaptés aux risques et judicieusement répartis dans l'établissement ;
- d'extincteurs répartis sur l'ensemble du site et notamment dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
- d'un système de détection automatique d'incendie dans toutes les zones de stockage d'alcools. Ce réseau de détection commandera une alarme perceptible en tout point du bâtiment. Ce système de détection sera régulièrement testé et au moins une fois par an. Les résultats de ces tests seront consignés dans un registre ;
- d'un système d'alarme incendie avec report d'alarme ou tout moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles ;

Le bon fonctionnement des différentes prises d'eau est périodiquement contrôlé et au minimum 1 fois par an. Le résultat de ce contrôle est consigné sur le registre incendie.

ARTICLE 7-

Au chapitre 10.3 « Prévention des risques technologiques » de l'arrêté du 12/11/2007 susvisé, l'obligation fixée à la fin du 1^{er} trimestre 2023 de compléter le débit des pompes fixes afin d'atteindre 210 m³/h est supprimée.

ARTICLE 8-

Dans un délai de 3 mois à compter de la signature du présent arrêté l'exploitant transmet à la préfecture un document justifiant la conformité du site vis-à-vis des prescriptions fixées à l'article 7.7.4 « Ressource en eau et mousse » de l'arrêté du 12/11/2007 susvisé et notamment concernant la détection incendie dans les ateliers de stockage d'alcool.

ARTICLE 9-

Suivant les dispositions de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

- 1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale ou de l'arrêté de refus est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;
- 2° Un extrait de ces arrêtés est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- 3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38 ;
- 4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture qui a délivré l'acte pendant une durée minimale d'un mois.

ARTICLE 10-

Conformément à l'article L.181-17 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R.181-50 du Code de l'environnement, il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Montpellier (34000) 6 rue Pitot, soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr> :

1. Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Cet arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Conformément à l'article R.181-51 du Code de l'environnement, en cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre du présent arrêté, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. Cette notification doit être effectuée dans les mêmes conditions en cas de demande tendant à l'annulation ou à la réformation d'une décision juridictionnelle concernant cet arrêté. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

La notification du recours à l'auteur de la décision et, s'il y a lieu, au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

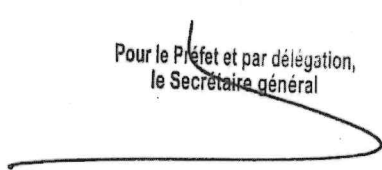
Rappel des dispositions de l'article L. 514-6-III du Code de l'environnement

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

ARTICLE 11-

Le Secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales, le Directeur régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, le Maire de Saint-Félic-d'Avall, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inscrit au recueil des actes administratifs de la préfecture des Pyrénées-Orientales et dont un exemplaire sera notifié à l'union de coopérative Agricoles GRAP'SUD.

Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire général



Bruno BERTHET